

Débat

Israël, Palestine, deux historiens, deux lectures

Denis Charbit¹ et Enzo Traverso² publient deux ouvrages d'intervention dans une actualité brûlante.

DENIS CHARBIT, *Israël, l'impossible État normal*, Calmann-Lévy, 2024, 254p, 19,90 €
 ENZO TRAVERSO, *Gaza devant l'histoire*, Canada-Quebec, Lux, 2024, 136 p, 14 €

« Je suis un sioniste intranquille ». C'est l'aveu que nous glisse à la fin de son livre Denis Charbit, professeur de sciences politiques à l'Open University of Israël. Charbit est juif, israélien, démocrate, et il veut que règnent la paix et la concorde en Palestine. Il est né en Algérie, sur une terre où Juifs et Arabes coexistaient, et qui partage une caractéristique avec Israël : les deux pays se sont construits sur le départ de la communauté qui avait perdu la guerre. L'auteur surplombe la lourde actualité pour mettre le doigt sur certains traits spécifiques de l'État d'Israël, qui tiennent aux conditions de sa création, à l'origine de graves problèmes jamais résolus, et qui, pour certains d'entre eux, ne font que s'aggraver. Il fait le point sur les structures et la démarche d'un pays qui vit une aventure sans exemple, avec deux communautés qui ont subi l'une et l'autre un traumatisme majeur, l'une avec la Shoah, l'autre avec la Nakba, la catastrophe de 1948.

Israël, une démocratie inachevée

Sa première constatation est qu'Israël est une démocratie inachevée, une démocratie reposant sur l'existence de partis politiques, avec des élections régulières, mais une démocratie sans Constitution. Le père fondateur, Ben

colonisation rampante est en train de submerger la Cisjordanie, dans un pays où nulle frontière n'a jamais été délimitée. Il est donc évident que, pour Charbit, deux démarches doivent être menées de pair : l'achèvement d'une édification démocratique et une réponse claire à la question palestinienne.

Deux options, deux préalables

Entre les deux options, reconnaissance de deux États, ou création d'un État fédéral, l'auteur propose la première. Mais il y a deux conditions préalables : que le Hamas passe le relais et que le Likoud perde le pouvoir. Car l'auteur n'oublie quand même pas que ce sont les représentants des deux communautés qui doivent revoir leur position et que, tant que les représentants des Palestiniens ne reconnaîtront pas clairement et définitivement le droit à l'existence d'Israël, on ne saurait exiger des dirigeants israéliens de trop grandes concessions unilatérales. La barbarie qui s'est déchainée le 7 octobre et la suite des événements montrent bien que le chemin sera difficile. C'est à ce niveau que peuvent et doivent jouer les pressions des puissances extérieures.

Géographie

L'Amazonie, l'artère de notre poumon

Harvó Thárv, universitaire français spécialiste des terrains amazoniens redonne au fleuve sa centralité

Un pamphlet militant

Tout autre est la tonalité du petit livre d'Enzo Traverso, professeur à l'université Cornell à New York. D'entrée, l'auteur nous avertit qu'il ne cultivera pas « l'illusion d'incarner une science axiologiquement neutre ». Même sans cet avis explicite, on l'eût vite constaté ! Nous serions tout prêts à entendre cette critique que « l'universalisme a toujours été l'Occident » et que longtemps, les peuples du Sud « pouvaient être les objets des interventions humanitaires de l'Occident, pas des sujets de droit international ». Nous pensons, nous aussi, qu'il faudra vite tenir compte du rééquilibrage planétaire qui s'opère. L'auteur a, en outre, raison de rappeler qu'il serait scandaleux de taxer toute prise de position critique vis-à-vis de la politique du gouvernement d'Israël d'« antisémitisme viscéral ». Mais, pour le reste, on a davantage le sentiment de lire un pamphlet militant que l'analyse d'un universitaire. Ce qui nous est proposé, c'est une sorte de décalque des livres de Franz Fanon du milieu du siècle dernier, reproduits sans nuance et sans réflexion. L'auteur veut bien concéder que le Hamas est « anti-démocratique, misogynne et réactionnaire » (ce qui, en soi, n'est pas rien), mais c'est pour

ajouter immédiatement que l'important, c'est qu'il incarne la résistance face à l'oppression coloniale et que si certains de ses procédés sont condamnables, il ne faudrait surtout pas confondre l'odieuse violence répressive des impérialistes avec la salvatrice violence révolutionnaire, dont les moyens, aussi brutaux soient-ils, doivent être compris – et justifiés. Constatons quand même que, après nous avoir asséné que Gaza était « le troisième génocide » des cent dernières années, après la Namibie et la Shoah, M. Traverso aurait pu s'abstenir de trouver une atterrante excuse aux manifestations de joie de certains Palestiniens au soir du massacre du 7 octobre, au prétexte qu'elles étaient de même nature que « le timide sourire qui s'esquissait sur le visage des déportés à Auschwitz, lorsqu'ils apprenaient la nouvelle des bombardements des villes allemandes ». Il me paraît opportun d'en rester là.

Claude Dupont

1. Denis Charbit, *Israël et ses paradoxes. Idées reçues sur un pays qui attise les passions*, Le Cavalier bleu, 2015, L'ours 448.
2. Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle*, La Découverte, 2011, L'ours 411 ; *Les nouveaux visages du fascisme*, Textuel, 2017, L'ours 467 ; *Révolution. Une histoire culturelle*, La Découverte, 2022, L'ours 525.

liste, mais il ne tenait guère à se placer sous la tutelle de juges et à se retrouver enserré dans un carcan de prescriptions. Compte tenu des conditions de naissance plus que tumultueuses de l'État nouveau, il entendait faire preuve d'empirisme et il lui paraissait absolument nécessaire de passer des compromis avec la droite religieuse, sans s'enfermer dans un cadre figé. On se contenta donc – ce qui n'était pas insignifiant vu le contexte – d'une déclaration d'indépendance qui proclamait la création d'un État « *juif et démocratique* », garantissant à tous ses habitants « *une égalité complète des droits et des devoirs* », mais là résidait un premier problème : certes, les Arabes avaient les mêmes droits politiques que les Juifs – ce qui invalide, à l'encontre des dirigeants d'Israël, l'accusation de la mise en place d'un apartheid puisque le principe même de l'apartheid est de priver une communauté donnée de l'exercice des droits civiques –, mais on s'adressait officiellement à un peuple arabe « *habitant l'État d'Israël* », qui se voyait offrir « *une juste représentation* » dans tous les organismes. Or représentation ne vaut pas participation et, dès le départ, Israël se posait donc plus en nation ethnique qu'en nation civique. Il y eut bien, par la suite, le vote de « *lois fondamentales* », mais dont l'ensemble présente un aspect décousu, laissant de nombreuses lacunes dans la formulation des devoirs et des droits.

Israël n'a pas su fonder un État capable d'affirmer une véritable transcendance. Les identités ethnoculturelles religieuses et linguistiques antérieures ne se sont jamais fondues. Quant au compromis d'origine entre laïcs et religieux, entre droite et gauche, il a été fortement remis en cause par la montée progressive des partis religieux fondamentalistes qui, représentant désormais le quart de la Knesset, forment un bloc incontournable. Dès lors, le fléau risque de pencher du côté d'une théocratie, en se détachant de plus en plus des origines démocratiques. Le pire, c'est qu'une